

Jeu de lois



Mme. Laurence Parisot est inquiète (L'Usine Nouvelle 31/10/2012, en couverture) car la France est en crise. Pour la présidente du Medef, la récession économique a déjà commencée : le produit intérieur brut n'augmente plus. Elle explique que cela est dû à un manque de compétitivité des industries nationales par rapport à leurs concurrents étrangers. La seule solution possible est donc que l'État intervienne pour déréglementer le marché du travail et offrir des privilèges fiscaux aux entreprises. De son point de vue, à moins d'une action brutale dans ce sens, le déclin français est inévitable.

Elle a donc salué le rapport Gallois paru en début de semaine, rédigé par l'actuel commissaire à l'investissement et anciennement président d'EADS. Ce rapport a pour but d'augmenter la compétitivité des entreprises française et de stopper le mouvement de désindustrialisation du pays. Il préconise entre autre à mettre en place des politiques voulues depuis plusieurs années par le Medef : baisse des cotisations patronales, hausse de la TVA, gel des salaires à travers le chômage partiel, développement de la filière gaz de schiste...

Le gouvernement a accueilli favorablement la plus grande partie des propositions. Au-delà de quelques divergences, la vision globale de Laurence Parisot et de François Hollande est la même : il faut essayer de gagner à tout prix au jeu de la compétition économique mondiale. Dans cette optique, la stratégie du rapport Gallois est tout à fait cohérente. Mais au fait, pourquoi jouons-nous ?



Jeu de lois



Mme. Laurence Parisot est inquiète (L'Usine Nouvelle 31/10/2012, en couverture) car la France est en crise. Pour la présidente du Medef, la récession économique a déjà commencée : le produit intérieur brut n'augmente plus. Elle explique que cela est dû à un manque de compétitivité des industries nationales par rapport à leurs concurrents étrangers. La seule solution possible est donc que l'État intervienne pour déréglementer le marché du travail et offrir des privilèges fiscaux aux entreprises. De son point de vue, à moins d'une action brutale dans ce sens, le déclin français est inévitable.

Elle a donc salué le rapport Gallois paru en début de semaine, rédigé par l'actuel commissaire à l'investissement et anciennement président d'EADS. Ce rapport a pour but d'augmenter la compétitivité des entreprises française et de stopper le mouvement de désindustrialisation du pays. Il préconise entre autre à mettre en place des politiques voulues depuis plusieurs années par le Medef : baisse des cotisations patronales, hausse de la TVA, gel des salaires à travers le chômage partiel, développement de la filière gaz de schiste...

Le gouvernement a accueilli favorablement la plus grande partie des propositions. Au-delà de quelques divergences, la vision globale de Laurence Parisot et de François Hollande est la même : il faut essayer de gagner à tout prix au jeu de la compétition économique mondiale. Dans cette optique, la stratégie du rapport Gallois est tout à fait cohérente. Mais au fait, pourquoi jouons-nous ?



A quel prix pourrions-nous gagner ?

Le Medef à raison : si l'on accepte les règles du jeu de la compétition internationale, il faut aussi en accepter les conséquences, et elles sont connues. Les droits sociaux doivent mécaniquement être nivelés par le bas, car ils représentent un coût et donc un handicap relatif. De même, il faut privatiser les services publics. Ces services sont d'utilité sociale, c'est-à-dire qu'ils servent à tous. Pour être compétitif, il s'agit donc d'abandonner la santé au profit de ... 20 milliards de bénéfices pour les actionnaires (rapport Gallois). Car c'est bien de cela dont on parle, le manque de compétitivité des entreprises françaises : elles ne rapportent pas assez aux actionnaires, ou du moins, elles pourraient rapporter plus.

Pour cela on accepte : nous ne choisissons pas les droits qui nous semblent justes, mais ceux qui sont les moins chers. La compétitivité, c'est la rentabilité qui prime sur l'environnement et l'humain. Notre futur existe déjà, ce sera un mélange : le système de santé anglais, le système d'éducation chilien, le droit du travail chinois et les retraites états-uniennes.

De toute façon, qu'y a-t-il à gagner ?

Cette compétition consiste simplement à courir en avant tête baissée. Il n'y a pas d'objectif : il s'agit uniquement d'accumuler toujours plus et d'augmenter notre vitesse d'accumulation. Pour justifier cette agitation sans but, l'idée est que tout augmente en parallèle : la croissance économique, le progrès scientifique, le progrès social... La croissance économique aurait donc des retombées positives pour l'ensemble de la population. Si cette croyance a pu convaincre en France pendant les trente glorieuses, elle devient de moins en moins crédible à l'heure où au niveau mondial les profits record coïncident avec la misère sociale.

Pour que la compétition internationale fonctionne, il faut que les peuples s'en remettent totalement aux règles du jeu imposées par les lois du marché. Il n'y a pas de choix possible sur les orientations politiques et les individus sont écartés des affaires publiques, au profit des experts. Pour gagner, il faut tirer les bénéfices là où ils se situent : exploiter le Tiers Monde, cultiver la misère sociale... Alors, pourquoi jouons-nous ? Les sacrifices sont énormes et il n'y a rien à gagner. A ce stade, il faut s'arrêter et inventer un autre jeu.

Pour nous contacter/ réagir : Escargots.solidaires@yahoo.fr

A quel prix pourrions-nous gagner ?

Le Medef à raison : si l'on accepte les règles du jeu de la compétition internationale, il faut aussi en accepter les conséquences, et elles sont connues. Les droits sociaux doivent mécaniquement être nivelés par le bas, car ils représentent un coût et donc un handicap relatif. De même, il faut privatiser les services publics. Ces services sont d'utilité sociale, c'est-à-dire qu'ils servent à tous. Pour être compétitif, il s'agit donc d'abandonner la santé au profit de ... 20 milliards de bénéfices pour les actionnaires (rapport Gallois). Car c'est bien de cela dont on parle, le manque de compétitivité des entreprises françaises : elles ne rapportent pas assez aux actionnaires, ou du moins, elles pourraient rapporter plus.

Pour cela on accepte : nous ne choisissons pas les droits qui nous semblent justes, mais ceux qui sont les moins chers. La compétitivité, c'est la rentabilité qui prime sur l'environnement et l'humain. Notre futur existe déjà, ce sera un mélange : le système de santé anglais, le système d'éducation chilien, le droit du travail chinois et les retraites états-uniennes.

De toute façon, qu'y a-t-il à gagner ?

Cette compétition consiste simplement à courir en avant tête baissée. Il n'y a pas d'objectif : il s'agit uniquement d'accumuler toujours plus et d'augmenter notre vitesse d'accumulation. Pour justifier cette agitation sans but, l'idée est que tout augmente en parallèle : la croissance économique, le progrès scientifique, le progrès social... La croissance économique aurait donc des retombées positives pour l'ensemble de la population. Si cette croyance a pu convaincre en France pendant les trente glorieuses, elle devient de moins en moins crédible à l'heure où au niveau mondial les profits record coïncident avec la misère sociale.

Pour que la compétition internationale fonctionne, il faut que les peuples s'en remettent totalement aux règles du jeu imposées par les lois du marché. Il n'y a pas de choix possible sur les orientations politiques et les individus sont écartés des affaires publiques, au profit des experts. Pour gagner, il faut tirer les bénéfices là où ils se situent : exploiter le Tiers Monde, cultiver la misère sociale... Alors, pourquoi jouons-nous ? Les sacrifices sont énormes et il n'y a rien à gagner. A ce stade, il faut s'arrêter et inventer un autre jeu.

Pour nous contacter/ réagir : Escargots.solidaires@yahoo.fr